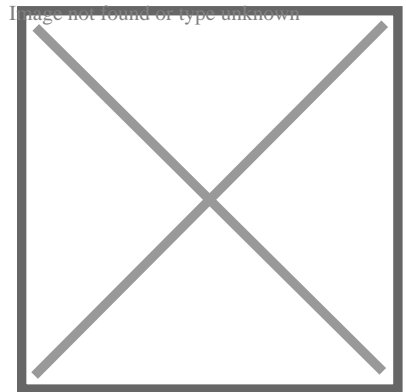


Russie : la lingerie fine sous lâ??il des politiques

Description

Depuis lâ??2014, la lingerie en dentelle est interdite en Russie. Au-delà de cette loi étrange, la question se pose de la manie de lâ??gifier sur la vie intime de leurs concitoyens qui lâ??est emparée de certains députés.

«Mangez moins, utilisez de la betterave en guise de rouge lèvres, portez les culottes russes en coton la délicate lingerie française et rappelez-vous que Dieu met votre foi là??preuve»[1]. C'est le conseil adressé en janvier 2015 par un député de la région de Sverdlovsk à une vieille femme venue lui faire part de ses difficultés à acheter du sucre pour son fils handicapé. Cette injonction pour le moins calculée, référence à la capacité intrinsèque qu'auraient les Russes à supporter lâ??adversité et les privations a de quoi étonner: pourquoi, la question d'une femme âgée concernant un bien de première nécessité, opposer rouge lèvres et lingerie fine?



Le député de Sverdlovsk lâ??est excusé après son indélicate sortie, mais ses propos ont été développés par Igor Tchernichev, à la tête du Comité des politiques sociales: la betterave en guise de rouge lèvres présente lâ??avantage de contenir des composants naturels et d'éviter que «des produits chimiques ne pénètrent dans le corps», a-t-il précisé, avant d'ajouter «et nos femmes seront plus jolies dans de la lingerie fabriquée à Moscou que si celle-ci vient de France»[2].

Sous prétexte sanitaire, mais également économique et de charme donc, les autorités russes lâ??ingèrent de plus en plus dans lâ??intimité de leurs concitoyens. Elles ne cachent pas, en outre, la préoccupation morale qui les anime dans la grande croisade lancée par le Président Vladimir Poutine en faveur d'une Russie qui, droite dans ses bottes, veut réaffirmer ses particularités traditionnelles. Mais ces élités politiques accumulent tellement de contradictions que le résultat laisse quelque peu perplexe.

Petites culottes et soutiens-gorge dans le collimateur

Depuis le 1er juillet 2014, les sous-vêtements contenant plus de 6% de nylon ou de polyester ont été interdits à la vente en Russie, le député Oleg Mikheev (Russie juste) à lâ??origine de cette loi ayant argué de la dangerosité de ces matières synthétiques pour la santé des femmes. Cela signifie que la production, lâ??importation et la vente de petites culottes et de soutiens-gorge sont sous haute surveillance. Cette mesure a été inscrite dans le règlement de lâ??Union douanière qui rassemble la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan. Le corps médical, lui, doute de lâ??efficacité de la norme des 6%, la question étant plutôt le positionnement des parties de coton

ou de synthétique dans la pièce considérée que leur pourcentage.

Ce souci de la sécurité des consommatrices n'est pas sans conséquences économiques. En effet, si elle avait été strictement respectée, la loi aurait dû faire disparaître 90% de l'offre de sous-vêtements des rayons des magasins russes. Dès après l'Union du commerce textile russe, 80% de la marchandise vendue en Russie est fabriqué à l'étranger (dont un tiers en Chine). On a donc pu d'abord penser que l'objectif originel de ce règlement était de privilégier la production nationale au détriment des marques étrangères et d'éliminer les produits de moindre qualité.

Mais il se trouve qu'en raison d'une erreur dans la rédaction du texte final, les sous-vêtements en dentelle, quelle que soit leur teneur en matières synthétiques, se sont eux aussi retrouvés prohibés. Ce bug dans la loi aboutit à un résultat outré, ce que nous n'avons pas manqué de souligner certains: on aurait pu trouver d'autres moyens, comme les taxes (sur les importations, sur les produits de moindre qualité) ou l'information pour détourner les consommatrices de ces produits nocifs. Le député Mikhaïl Serdiouk (Russie juste) a ainsi adressé une lettre au ministre de l'Industrie et du commerce: *«Sommes-nous en droit d'indiquer aux femmes ce qu'elles doivent porter et de les priver de choix? J'estime que pour la santé de la nation et le maintien du droit au choix il faut agir sur les citoyens par l'information et non par des interdictions.»*[3]

Intentions prophylactiques ou volonté de contrôle ?

En février 2014, une trentaine de femmes, surnommées les Panty Riot, se sont rassemblées à Almaty (Kazakhstan) pour demander la «liberté de la culotte» et protester contre cette tentative de réguler et contrôler les pays de l'ex-URSS. Petites culottes de dentelle posées sur la tête, elles ont manifesté aux cris de «Liberté pour nos sous-vêtements», avant d'être rapidement arrêtées par les forces de l'ordre.

En Russie, la tempête médiatique a dénoncé cette intrusion inacceptable dans la vie privée. D'autant que certaines se rappellent la période soviétique, lorsqu'on estimait que la lingerie affriolante n'avait rien à faire avec la construction du communisme. Les sous-vêtements se devaient d'être «convenables», le terme recouvrant un mélange de confort et de c'est pratique qui primait sur les critères de santé et de séduction[4]. Toutes les améliorations apportées à cet objet fonctionnel semblaient omettre le critère d'attractivité. Après 1991, cette lingerie a laissé place à des sous-vêtements plus chic, voire érotiques, l'offre variant, pour tous les goûts, toutes les bourses. Toutes les pratiques aussi. La lingerie russe n'est plus seulement fonctionnelle, elle a acquis un autre statut et c'est peut-être bien cela que craignent certaines élites politiques.

Cette pièce d'habillement la plus emblématique de la féminité est dans le collimateur, avec d'autres: O.Mikheïev prévoyait de interdire également sur d'autres produits dangereux pour la gente féminine, comme le port des baskets (malsains), des ballerines (trop plates) et des talons de plus de 5 cm (trop hauts). Pourquoi une telle focalisation sur le sexe faible?

Les autorités se glissent dans l'intimité des citoyens

Face à l'intérêt croissant du politique pour la vie intime des Russes, il semble légitime de se

demander ce que cherchent les autorités et quel message elles veulent délivrer. Car O.Mikheïev n'est pas le seul à se préoccuper de sphères qui auraient pu ne pas sembler prioritaires par temps de guerre, de contre-sanctions et de crise économique. Vitali Milonov, membre de l'Assemblée législative de Saint-Petersbourg et grand inspirateur de la loi contre l'homosexualité, n'a-t-il pas proposé de créer une police des mœurs?

Autour de ces deux personnalités, une myriade de législateurs ont multiplié, surtout depuis 2012, les propositions de loi dont certaines des plus fantaisistes relevant de la sphère privée. Outre V.Milonov donc qui, choqué après un concert de Madonna, a par ailleurs proposé de procéder à une politique préventive d'information avant toute manifestation pouvant avoir un caractère sexuel, le député LDPR Vladimir Jirinovski aurait souhaité qu'on s'attache sur les relations sexuelles entre jeunes selon le principe *«le plus rarement est le mieux»*, la fréquence idéale étant selon lui de 4 fois par an. Certains ont proposé de fermer le musée de l'artotisme de Saint-Petersbourg, d'interdire les sex-shops et bars à strip-tease en Russie et d'envoyer leurs collaborateurs *«travailler dans des kolkhozes»*, de soumettre les homosexuels à un suivi psychologique, de modifier la graphie des billets de 100 roubles afin d'en faire disparaître les parties intimes d'Apollon, jugées pornographiques, ou d'y ajouter la mention *«18+»*. Une députée a proposé de pénaliser les clients des prostituées (100.000 roubles ou 15 jours de prison) et, en cas de refus de la peine, d'obliger le client à pousser la prostituée (s'il est étranger, de le «déporter»). Un autre encore a exprimé le vœu de modifier la loi sur le silence afin de s'attacher sur *«le bruit que font les couples pendant l'amour ou quand ils utilisent des menottes»* (sic), etc.[5]

Ce florilège déconcertant et incomplet ne reflète certes que les idées de quelques législateurs. Mais la multiplication des propositions de cette nature ne peut être ignorée. Certains n'hésitent pas à y voir une évolution d'un régime autoritaire vers un régime totalitaire, puisqu'il ne s'agit plus seulement de contrôler la vie politique mais de régir toutes les sphères de la vie de la société[6]. Pour le politologue Alexandre Morozov, si les autorités russes se préoccupent de sexe, ce n'est pas tant que la question les passionne mais parce qu'elles y voient un moyen de se différencier de l'Occident et parce qu'il est plus facile pour les députés de s'emparer de ces sujets que d'autres, plus directement politiques, qui leur sont interdits. Le président de l'Institut de sexologie Lev Chtcheglov, lui, s'insurge: les députés s'imaginent être compétents en toute chose et alignent les absurdités; en cela, la Russie a depuis longtemps dépassé Orwell.

Hyper-masculinité et discours moralisateur, la confusion de V. Poutine

Il semble bien, en tout cas, que ces politiques zélées aient le soin de inscrire dans un mouvement plus vaste, directement inspiré par le Président russe. Il est alors difficile de ne pas songer à la mise en scène de son propre corps que V.Poutine a introduite dans la fonction présidentielle. En effet, l'affichage d'une virilité affirmée à un retour radical aux valeurs morales[7] pose la question du rapport qu'entretient le chef de l'État avec la sexualité. Entre les démonstrations de testostérone d'un Président roulant les muscles à cheval, à la nage ou en road movie, les appels lancés à la famille traditionnelle et la tartufferie face à un sein trop bien mis en valeur par un morceau de dentelle, les contradictions s'accroissent. À tel point qu'on peut se demander si les députés les plus engagés sur le terrain moral ne manifestent pas eux-mêmes, dans leurs regards obsessionnels, une intention quelque peu perverse.

Quel lien, pour ne prendre que cet exemple, entre les Ã©bats bruyants d'un couple et le claquement de menottes sur les barreaux d'un lit? MÃªme Ã faire l'amour quatre fois par an au maximum, les pratiques envisagÃ©es par le dÃ©putÃ© concernÃ© sont-elles celles de la majoritÃ©? La confusion est totale.

La chercheuse Valerie Sterling a dÃ©cortiquÃ© la construction poutinienne du pouvoir sous l'angle de la manipulation des genres et de la sexualitÃ©[8]: le PrÃ©sident qui a construit son image sur la force, la sobriÃ©tÃ©, l'esprit de dÃ©cision et sa propre attractivitÃ© Ã destination du sexe faible a de fait institutionnalisÃ© le sexisme. Le machisme et la misogynie vÃ©hiculÃ©s par lui ont accompagnÃ© un mouvement de «remasculinisation» du pays tout entier. Certains dÃ©putÃ©s se sont engouffrÃ©s dans la brÃ©che, semble-t-il.

Et V. Sterling de conclure que le guerrier viril du dÃ©but des annÃ©es 2000 inspirant deux chanteuses qui entonnaient «*Je veux un mec comme Poutine*»[9] commence Ã subir les effets du temps. Il lui sera sans doute difficile de troquer son hyper-masculinitÃ© pour asseoir sa lÃ©gitimitÃ© sur d'autres ressorts. Constat d'autant plus grave pour lui que la lÃ©gitimitÃ© du pouvoir est fondÃ©e sur celle de l'homme. Son dÃ©clin physique sonnera l'heure de celui du rÃ©gime, prÃ©dit-elle.

Notes :

[1] *AFP*, 26 janvier 2015.

[2] *News Republic*, 26 janvier 2015.

[3] Devushka.ru, 22 janvier 2015.

[4] Olga Gourova, *Sovietskoe nijnee belio: mejdou ideologuie et povsednevnostiou*, NLO, Moscou, 2008.

[5] Diana Khatchatrian, Maria Epifanova, «Zatchem depoutaty lezout k nam v postel: versii istorikov, politologov i seksologa», *Nova Gazeta*, 7 novembre 2014.

[6] *Op. Cit.* Note 5.

[7] Voir dans ce mÃªme dossier l'article d'Evguenia Korotkova, «Quand l'Ã©tat veille sur la moralitÃ©: La Russie sous la croix et la banniÃ©re», *Regard sur l'Est*, 2 avril 2015.

[8] Valerie Sperling, *Sex, Politics and Putin: Political Legitimacy in Russia*, Oxford University Press, Oxford, 2014.

[9] «*Je veux un mec comme Poutine*», Youtube.

date crÃ©ation

02/04/2015

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : CÃ©line BAYOU